

Bureau du contrôle de légalité
Affaire suivie par : Lucile SEVERIN
Tél : 01.69.91.93.89
Mel : pref-bcl@essonne.gouv.fr

Evry-Courcouronnes, le **31 DEC. 2021**

Le Préfet de l'Essonne

à

Mesdames et Messieurs les Maires

Madame et Messieurs les Présidents des
Établissements Publics de Coopération
Intercommunale à fiscalité propre

Monsieur le Président du Conseil
Départemental de l'Essonne

Monsieur le Président du Service
Départemental d'incendie et de secours

En communication à Messieurs les sous-
préfets de Palaiseau et d'Étampes

Objet : Note d'information relative au télétravail dans la fonction publique territoriale

La situation épidémique connaît une forte dégradation liée à l'apparition et au développement de nouveaux variants et appelle la mise en œuvre de mesures de freinage complémentaires.

Ainsi que le rappelle la circulaire du 29 décembre 2021 relative au télétravail dans la fonction publique de l'État et au respect des règles sanitaires renforcée dans le cadre du travail sur site, le recours au télétravail participe à la démarche de prévention du risque d'infection en limitant les déplacements et la densité des agents dans les locaux professionnels et doit être encouragé.

Lors de son allocution du 27 décembre 2021, le Premier ministre a indiqué qu'« à compter de la rentrée et pour une durée de trois semaines, le recours au télétravail sera rendu obligatoire [...] à raison de trois jours minimum par semaine et si possible quatre jours quand cela est possible. »

Cette prescription ayant vocation à être déployée dans l'ensemble de la fonction publique, j'appelle votre attention sur l'intérêt à autoriser ce mode d'organisation du travail tout en veillant au respect des règles sanitaires renforcées dans le cadre du travail sur site dans les conditions ci-après exposées.

1. Renforcement du télétravail à trois jours par semaine pour les fonctions qui le permettent

Eu égard à l'évolution de la situation épidémique, la ministre de la transformation et de la fonction publiques a décidé de recourir à l'article 13 de l'accord-cadre du 13 juillet 2021 relatif au télétravail dans la fonction publique, accord-cadre signé à l'unanimité des organisations syndicales et des représentants des employeurs des trois versants de la fonction publique, qui stipule qu'en cas de circonstances exceptionnelles, les employeurs peuvent imposer le télétravail.

Par conséquent, je vous invite à imposer, **à compter du 3 janvier 2022 et pour une durée de trois semaines, trois jours de télétravail à leurs agents dont les fonctions le permettent et sous réserve des nécessités de service. Les agents qui le peuvent seront incités à réaliser quatre jours de télétravail si cela est possible.**

Conformément à l'accord-cadre du 13 juillet 2021, lorsque l'organe délibérant de la collectivité territoriale ou de son établissement public a institué le « forfait télétravail », l'indemnisation s'applique en cas de télétravail contraint. En vertu du décret et de l'arrêté du 26 août 2021, elle reste de 2,5 euros par jours télétravaillé et demeure plafonnée à 220 euros par an.

2. Mesures renforcées pour le travail sur site

Dans le cadre du travail sur site, les règles sanitaires renforcées doivent être strictement appliquées, notamment :

- respect des « gestes barrières » ;
- désinfection renforcée des postes de travail ;
- utilisation régulière de gel hydro-alcoolique ;
- aération des pièces 10 minutes par heure ;
- installation dans les locaux professionnels les plus fréquentés de capteurs de CO², en assurant la sensibilisation des agents à leur utilisation ;
- organisation d'un lissage des horaires de départ et d'arrivée afin de limiter les brassages de population dans les transports en commun et sur le lieu de travail ;
- respect, dans les restaurants administratifs, d'une distance de deux mètres entre chaque convive, dès lors que le port du masque ne peut être assuré au moment de la restauration, sauf si une paroi fixe ou amovible assure une séparation physique.

Les réunions en audio ou en visioconférence doivent être privilégiées chaque fois que cela est possible. Lorsqu'elles doivent, toutefois, se tenir en présentiel, les réunions doivent être organisées dans le strict respect des gestes barrières, notamment le port du masque, les mesures d'aération / ventilation des locaux ainsi que les règles de distanciation (au moins un mètre avec masque).

Les moments de convivialité réunissant les agents publics en présentiels dans le cadre professionnel sont suspendus.

3. Facilités pour la vaccination


Dans le cadre de la campagne de rappel, je vous invite à rappeler aux agents les facilités accordées pour leur vaccination et celles de leurs enfants, en particulier le régime d'autorisation spéciale d'absence dans la fonction publique territoriale pour la vaccination contre la Covid-19.

Aussi, j'appelle votre attention sur la nécessité d'instaurer un dialogue social régulier avec les organisations syndicales quant à l'ensemble de ces recommandations.

Par ailleurs, afin de vous assurer de la mise en œuvre de ces recommandations, vous pourrez également vous référer à la foire aux questions, régulièrement mise à jour, relative à la prise en compte dans la fonction publique territoriale de l'évolution de l'épidémie de Covid-19 (modalités de gestion applicables aux personnels) accessible sur le site collectivites-locales.gouv.fr.

Mes services se tiennent à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

Pour le Préfet, et par délégation,
La directrice des relations avec les
collectivités locales,



Laurence BOISARD